

UNIVERSITE PIERRE MENDES FRANCE
Faculté de Droit
Institut d'Etudes Judiciaires

Session 2012

EXAMEN D'ENTREE AU C.R.F.P.A. **EPREUVE PRATIQUE**

Mardi 18 Septembre 2012
8 H – 11 H

DROIT INTERNATIONAL PRIVE

Les étudiants traitent le cas pratique suivant :

M. X, franco-belge, est masseur-kinésithérapeute. Il est domicilié à Grenoble depuis 1990. Il y vit avec un autre homme de nationalité belge qu'il a épousé à Bruxelles le 1^{er} novembre 2007.

M. X a été embauché par une société Belge, située à Bruxelles, qui dispose d'une équipe professionnelle de cyclisme : « *Les coureurs du plat pays* ». Son contrat de travail à durée indéterminée, signé le 1^{er} janvier 2010, à Bruxelles, est expressément soumis au droit du travail belge et comporte une clause attributive de juridiction en faveur d'un tribunal bruxellois.

Le 3 juin 2012, un journal belge fait état d'une suspicion de dopage au sein de l'équipe « *Les coureurs du plat pays* » en écrivant que « *les produits dopants auraient été importés de France par M. X, masseur-kinésithérapeute aux mœurs particulières dans le milieu sportif* ». L'« information » a été reprise le 5 juin 2012 par le journal français « *L'épique* ». Le 30 juin 2012, M. X a reçu à son domicile une lettre de licenciement où son employeur invoque une perte de confiance.

Le 10 juillet 2012, il est établi que l'accusation de dopage était infondée et que la rumeur avait été colportée par un groupe concurrent afin de fragiliser la préparation du Tour de France de l'équipe « *Les coureurs du plat pays* ».

Avocat, vous êtes aujourd'hui consulté par M. X.

En premier lieu, il souhaiterait contester, devant le Conseil des prud'hommes de Grenoble, son licenciement. Il vous signale que les indemnités liées à un licenciement injustifié en droit belge sont très inférieures à celles prévues par le droit français. Par ailleurs, il dispose de pièces révélant qu'il participait aux stages d'entraînement de l'équipe exclusivement lorsqu'ils étaient organisés en France et qu'il la suivait, principalement, sur les courses françaises (Paris-Nice, Tour de

France, quatre jours de Dunkerque etc...) et, exceptionnellement, à l'étranger : en tout et pour tout, il a participé à un tour du Qatar et à un Tour de Californie.

En deuxième lieu, M. X prétend que le journal belge et le journal « *l'Épique* » ont porté atteinte à son honneur et à sa vie privée. Il souhaite les assigner.

En troisième lieu, M. X et son époux ne s'entendent plus. Ils souhaiteraient saisir le juge français pour lui demander de prononcer un divorce par consentement mutuel de droit belge.

Codes et recueil des conventions et règlements autorisés

Documents autorisés :

Conformément à l'article 11 de l'Arrêté du 11 septembre 2003 :

« Lors des épreuves, les candidats peuvent utiliser les codes et recueils de lois et décrets annotés, à l'exclusion des codes commentés.

Ils peuvent également se servir de codes ou recueils de lois et décrets ne contenant aucune indication de doctrine ou de jurisprudence sans autres notes que des références à des textes législatifs ou réglementaires. »